

HOOFDSTUK VI. — *Goed bestuur*

Art. 46. In het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 41/1. Als het bestuursorgaan van het organisme, krachtens de toepasbare organieke wetgeving zijn bevoegdheden ten dele overdraagt, vermeldt diens beraadslaging over de bevoegdheidsoverdrachten, welke bestuurs-handelingen worden overgedragen, en de duur van de delegatie, met een maximale, en verlengbare, duur van drie jaar. Er wordt bij gewone meerderheid over gestemd, met bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en kennisgeving aan de vennoten, bestuurders en eventuele regeringscommissarissen. Na elke algehele hernieuwing van de raad van bestuur eindigt deze overdracht.

Het huishoudelijk reglement kan in bijzondere meerderheden voorzien.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 17 juli 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën,
Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen,
Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement 1143 (2017-2018) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 17 juli 2018.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204968]

19 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, D.243, D.245 et D.246;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 mars 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mars 2018;

Vu le rapport du 22 mars 2018 établi conformément à l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2017 portant exécution de l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 22 mars 2018;

Vu l'avis n° 63.497/4 du Conseil d'État, donné le 12 juin 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis d'Inter-Environnement Wallonie sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole ainsi que son arrêté ministériel, donné le 14 juin 2018;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II. — Conditions communes à l'aide à l'investissement, à la transformation et à la commercialisation pour les SCTC, à l'installation et à la diversification non agricole ».

Art. 2. Dans l'article 2 du même arrêté, les mots « à la transformation et à la commercialisation pour les SCTC, » sont insérés entre les mots « à l'investissement, » et les mots « à l'installation ».

Art. 3. Dans l'article 13 alinéa 1^{er}, 3°, du même arrêté, les mots « inférieurs ou égaux à un » sont abrogés.

Art. 4. Dans l'article 17, § 1^{er}, du même arrêté, l'alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017, est remplacé par ce qui suit :

« L'installation par reprise est l'acquisition par un jeune agriculteur de tout ou partie d'une exploitation agricole fonctionnelle préexistante en y maintenant tout ou partie de l'activité initiale. Le jeune agriculteur qui reprend une exploitation en conservant les anciennes productions, le cas échéant, en y ajoutant des nouvelles, est considéré s'installer par reprise. L'installation par reprise est prouvée par une convention de reprise enregistrée ou un acte authentique qui :

1° mentionne la date effective de l'installation par reprise du jeune agriculteur, les modalités et l'inventaire de la reprise;

2° est daté et signé par les différentes parties au plus tard le jour de la date d'installation par reprise. ».

Art. 5. Dans l'article 19, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, est inséré le 1°/1, rédigé comme suit :

« 1°/1 retire de ses activités agricoles de son exploitation un revenu annuel brut total imposable supérieur à cinquante pourcents du montant de son revenu annuel global issu de l'ensemble de ses activités agricoles, touristiques, pédagogiques, artisanales exercées sur le site de l'exploitation considérée ou encore de ses activités forestières ou de ses activités d'entretien de l'espace naturel bénéficiant d'aides publiques; ».

Art. 6. L'article 20 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. Pour les élevages concernés par le taux de liaison au sol, tant en cas de création que de reprise, le demandeur respecte les taux de liaison au sol, l'année suivant celle de la demande et durant les années suivantes.

Le non-respect des conditions du présent article est sanctionné conformément au chapitre VIII. ».

Art. 7. A l'article 28 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « s'il est sélectionné »;

2° à l'alinéa 2, le mot « approbation » est remplacé par le mot « avis ».

Art. 8. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre IV est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre IV. Aides à l'investissement et aides à la transformation et à la commercialisation pour les SCTC ».

Art. 9. A l'article 29 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « La demande d'aide à l'investissement » sont remplacés par les mots « La demande d'aide à l'investissement ou la demande d'aide à la transformation et à la commercialisation pour les SCTC »;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« Un calcul de viabilité est joint à ce formulaire. »;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le Ministre fixe les modalités du calcul de viabilité mentionné à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 10. A l'article 31 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « ou de la demande d'aide à la transformation et à la commercialisation pour les SCTC »;

2° l'alinéa 2 est complété par les mots « ou de la demande d'aide à la transformation et à la commercialisation pour les SCTC ».

Art. 11. Dans l'article 33, alinéa 1^{er}, 5°, du même arrêté, les mots « un taux de liaison au sol inférieur ou égal à un » sont remplacés par les mots « les taux de liaison au sol visés à l'article 1^{er}, 25° ».

Art. 12. A l'article 36, § 1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017, les mots « si la majorité » sont remplacés par les mots « si au moins la moitié ».

Art. 13. A l'article 37, 2°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017, les mots « de type producteur » sont insérés entre les mots « est composé de partenaires » et les mots « qui sont membres ».

Art. 14. L'article 38 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017, est abrogé.

Art. 15. Dans l'article 39 du même arrêté, les mots « ou d'une SCTC » et les mots « ou une SCTC » sont abrogés.

Art. 16. A l'article 40 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « ou de la SCTC » et les mots « ou la SCTC » sont abrogés;

2° les mots " des articles 36, 37 et 38 » sont remplacés par les mots « des articles 36 et 37 ».

Art. 17. Dans le chapitre IV du même arrêté, il est inséré une section 3/1, comportant les articles 40/1, 40/2 et 40/3, rédigée comme suit :

« Section 3/1. Aide à la transformation et à la commercialisation pour les SCTC

Art. 40/1. Pour pouvoir prétendre à l'aide à la transformation et commercialisation pour les SCTC, le demandeur :

1° a un objet social qui se rattache principalement à l'agriculture, l'horticulture ou à l'élevage et qui est destiné à favoriser l'amélioration et la rationalisation du traitement, de la transformation ou de la commercialisation des produits agricoles;

2° est composé de partenaires de type producteur qui ne sont pas dans une autre SCTC ayant le même objet social;

3° prouve pour l'investissement l'utilisation collective par au moins trois partenaires de type producteur de la SCTC;

4° prouve pour l'investissement l'utilisation majoritairement au profit des partenaires de type producteur de la SCTC;

5° prouve que le volume des produits agricoles transformés ou commercialisés a été produit majoritairement dans les exploitations des partenaires de la SCTC;

6° prouve que le revenu issu du calcul de viabilité est au moins de zéro euro pour la SCTC.

La demande d'aide à la transformation et commercialisation pour les SCTC relève d'une activité dans la transformation, le conditionnement et le stockage de produits issus de l'agriculture.

Seuls les investissements mobiliers utilisés en Région wallonne et les investissements immobiliers situés en Région wallonne sont admissibles.

Art. 40/2. Dans le respect des conditions de l'article 36, § 2, les personnes physiques qui composent la majorité des partenaires de type producteur admissibles d'une SCTC, ainsi que les personnes physiques qui composent les partenaires de type producteur justifiant l'investissement, signent la demande d'aide pour une SCTC.

Art. 40/3. Si la défection d'un partenaire de la SCTC conduit au non-respect des articles 36 et 40/1, la SCTC en informe l'organisme payeur et dispose de six mois à partir de la défection pour trouver un repreneur admissible.

Si, au terme de ce délai, les conditions prévues aux articles 36 et 40/1 ne sont toujours pas remplies, le paiement des aides est suspendu et les aides perçues sont recouvrées. ».

Art. 18. L'article 41 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 41. Le Ministre définit les catégories d'investissements admissibles ou non admissibles pour un demandeur personne physique ou morale, une CUMA et une SCTC dans le respect du programme wallon de développement rural. ».

Art. 19. L'article 43 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

" Art. 43. § 1^{er}. Le montant minimal et maximal pris en compte pour un investissement est défini par le Ministre dans le respect du programme wallon de développement rural.

§ 2. Le Ministre détermine leur coût maximum admissible en fonction des types d'investissement, ce coût correspondant au coût raisonnable maximum de l'investissement.

La partie du coût de l'investissement dépassant ce plafond n'est pas pris en compte pour le calcul de l'aide.

Concernant l'alinéa 1^{er}, le coût raisonnable maximum est le coût de référence au regard duquel l'organisme payeur évalue le coût des investissements proposés dans les demandes d'aides. Ce coût s'entend par investissement proposé dans un dossier demande d'aide.

§ 3. Le Ministre détermine la procédure de calcul du coût maximum admissible pour les types d'investissement non-déterminés au paragraphe 2. ».

Art. 20. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 5 du chapitre IV est remplacé par ce qui suit :

« Section 5. Niveau d'aide et critères de sélection ».

Art. 21. A l'article 44 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, la phrase « La cotation des projets sélectionnés détermine le pourcentage d'aide à l'investissement. » est abrogée;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « approbation » est remplacé par le mot « avis »;

3° dans le paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le Ministre détermine le montant de l'aide en tenant compte d'un taux de base augmenté d'éventuelles majorations prévues dans le programme wallon de développement rural. »;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 4 devenant alinéa 5, les mots « visés à l'alinéa 2 » sont remplacés par les mots « visés à l'alinéa 4 »;

5° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 22. Dans l'article 45 du même arrêté, les mots « , des aides à la transformation et à la commercialisation pour les SCTC » sont insérés entre les mots « des aides à l'investissement » et les mots « et des aides à la diversification ».

Art. 23. Dans l'article 49, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, 1°, les mots « du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des entreprises » sont remplacés par les mots « du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises. »;

2° l'alinéa 2, 2°, est abrogé;

3° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'aide régionale visée à l'alinéa 1^{er} garantit le respect des dispositions des articles 3 à 10, 12, 13 et 17 du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, J.O.U.E., L.193, 1^{er} juillet 2014, p.1. ».

Art. 24. Dans l'article 51 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé;

2° à l'alinéa 2, les mots « et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises » sont insérés entre les mots « des petites et moyennes entreprises » et les mots « et qu'il a reçu une décision ».

Art. 25. A l'article 58 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'entreprise qui obtient la cotation minimale à l'ensemble des critères de sélection a droit aux aides complémentaires visées aux articles 49 et 50 si elle est sélectionnée. »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le mot « approbation » est remplacé par le mot « avis »;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, la phrase « La cotation des projets sélectionnés détermine le pourcentage d'aide à l'investissement » est abrogée;

4° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 26. L'article 59 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 59. Pour les entreprises des secteurs liés aux produits agricoles et au secteur du bois, la participation régionale est calculée en pourcentage du montant de l'investissement comme prévu par le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises et du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises..

A cette participation régionale, il est ajouté au titre du cofinancement européen, un montant complémentaire égal à deux tiers de la participation régionale calculée sur base du montant des investissements admissibles visés à l'article 58, § 3. ».

Art. 27. Dans l'article 79 du même arrêté, les mots « conformément à l'article 84, § 3 » sont ajoutés après le mot « concerné ».

Art. 28. Dans l'article 80, alinéa 3, du même arrêté, les mots « conformément à l'article 84, § 3 » sont ajoutés après le mot « concerné ».

Art. 29. Dans l'article 81, alinéa 2, du même arrêté, les mots « à concurrence de la partie non justifiée » sont remplacés par les mots « conformément à l'article 84, § 3, et sans préjudice de l'article 85 ».

Art. 30. L'article 84 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 84. § 1^{er}. Des réductions et sanctions sont appliquées aux aides prévues en vertu du présent arrêté, conformément à l'article 63, du règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité.

§ 2. Lorsque les conditions d'admissibilité prévues pour les aides visées aux chapitres III à VI ne sont pas respectées, l'aide est refusée ou remboursée en totalité, conformément à l'article 35, paragraphe 1^{er}, du règlement n° 640/2014.

§ 3. Conformément à l'article 35, paragraphes 2 et 3, du règlement n° 640/2014, le montant des réductions en cas de non-respect des critères d'engagement est établi en fonction de la gravité, de l'étendue, de la durée et de la répétition du manquement constaté.

Pour les aides à l'investissement, les aides à la transformation et commercialisation pour les SCTC et à l'investissement dans la diversification non agricole, le montant des réductions en cas de non-respect temporaire des critères d'engagement visés à l'article 13 est établi en fonction de la durée du manquement constaté. Par tranche annuelle entamée de non-respect, le taux de réduction est d'un septième du total des aides concernées.

Par dérogation à l'alinéa 2, en cas de non-respect du taux de liaison au sol, lorsqu'en application du chapitre VI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 août 2015 fixant les règles relatives à la conditionnalité en matière agricole, abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 fixant les exigences et les normes de conditionnalité en matière agricole et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs une sanction de :

1° 1 pourcent est appliqué, il est procédé à une récupération de un quatorzième de l'aide;

2° 3 pourcents ou plus est appliquée, il est procédé à une récupération conformément à l'alinéa 2.

Le montant équivalent à la réduction proportionnelle établi en vertu de l'alinéa 2 est doublé si plusieurs cas de non-respect de critères d'engagement sont constatés pour une même année.

§ 4. Pour les aides à l'installation, par tranche annuelle entamée de non-respect des articles 13, 20 et 78, le régime de réduction des aides est réparti en trois niveaux, établis comme suit :

1° niveau 1: un sixième du total des aides concernées en cas de non-respect d'un critère;

2° niveau 2: un quart du total des aides concernées en cas de non-respect de deux critères;

3° niveau 3: un tiers des aides concernées en cas de non-respect de trois critères ou plus.

§ 5. Le Ministre peut établir une grille de réduction en fonction des manquements. ».

Art. 31. L'article 85 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art 85. § 1^{er}. Le bénéficiaire des aides prévient l'organisme payeur de tout changement relatif aux données fournies dans le cadre de son dossier de demande d'aide avant la survenance d'un contrôle par l'organisme payeur et au plus tard dans un délai de douze mois après la survenance de ce changement.

§ 2. Si les nouvelles données ne sont pas connues de l'administration et si le bénéficiaire n'a pas prévenu l'organisme payeur conformément au paragraphe 1^{er}, une pénalité de vingt-cinq pourcents de la réduction proportionnelle visée à l'article 84, § 3, alinéa 2, et § 4, est appliquée, sans toutefois que le montant de la sanction totale puisse excéder le montant de l'aide.

Le doublement du montant de réduction appliqué à l'article 84, § 3, alinéa 4, n'est pas pris en compte pour la détermination de la pénalité visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 32. Dans l'article 92 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 février 2017, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Les cas de force majeure visés à l'article 91, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, s'appliquent uniquement pour conserver des aides acquises. Un parent ou allié au deuxième degré maximum d'un bénéficiaire peut toutefois les faire valoir pour déroger aux seules exigences de l'article 19, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, afin de bénéficier de l'aide à l'installation. ».

Art. 33. Dans l'article 100 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Toutefois, l'exploitant agricole ayant introduit une demande d'aide visée à l'alinéa 1^{er} peut tenir une comptabilité de gestion conforme à l'article 14 du présent arrêté. ».

Art. 34. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 35. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juillet 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/204968]

19. JULI 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1698/2005 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1290/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 807/2014 der Kommission vom 11. März 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) und zur Einführung von Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 808/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsregeln zur Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates über die Förderung der ländlichen Entwicklung durch den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER);

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross Compliance;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242, D.243, D.245 und D.246;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor;

Aufgrund der am 15. März 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 22. März 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 22. März 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2017 zur Ausführung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 22. März 2018 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 12. Juni 2018 in Anwendung des Artikels 84, § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 63.497/4 des Staatsrats;

In Erwägung der am 14. Juni 2018 abgegebenen Stellungnahme des Verbands "Inter-Environnement Wallonie" über den Entwurf des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor und über ihren Ministeriellen Erlass;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Titel des Kapitels II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor wird durch Folgendes ersetzt:

"Kapitel II - Gemeinsame Bedingungen für die Investitions-, Verarbeitungs- und Vermarktungsbeihilfe für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") sowie für die Niederlassungs- und die nicht landwirtschaftliche Diversifizierungsbeihilfe".

Art. 2 - In Artikel 2 desselben Erlasses wird zwischen die Wortfolge "die Investitions-" und die Wortfolge "die Niederlassungs-" die Wortfolge "Verarbeitungs- und Vermarktungsbeihilfe für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung," eingefügt.

Art. 3 - In Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge "die höchstens 1 betragen" aufgehoben.

Art. 4 - In Artikel 17 § 1 desselben Erlasses wird Absatz 1, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017 durch Folgendes ersetzt:

"Bei der Niederlassung durch Übernahme handelt es sich um den Erwerb eines funktionsfähigen bestehenden landwirtschaftlichen Betriebs, oder eines Teils davon, durch einen Junglandwirt, der die ursprüngliche Tätigkeit ganz oder teilweise aufrechterhält. Falls ein Junglandwirt einen Betrieb übernimmt, indem er die bestehenden Kulturen beibehält und gegebenenfalls neue hinzufügt, gilt dies als eine Niederlassung durch Übernahme. Die Niederlassung durch Übernahme wird durch eine eingetragene Übernahmevereinbarung oder eine amtliche Urkunde belegt, wobei dieses Dokument:

1° das tatsächliche Datum der Niederlassung des Junglandwirts durch Übernahme, die Modalitäten und die Bestandsaufnahme der Übernahme angibt;

2° von den jeweiligen Parteien spätestens am Tag der Niederlassung durch Übernahme datiert und unterzeichnet wird."

Art. 5 - In Artikel 19 § 1 Absatz 2 desselben Erlasses wird eine Ziffer 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"1°/1 Er erzielt aus den landwirtschaftlichen Tätigkeiten seines Betriebs ein jährliches steuerpflichtiges Gesamtbruttoeinkommen, das mehr als fünfzig Prozent seines jährlichen, aus seinen gesamten Tätigkeiten auf dem betreffenden Betriebssitz ausgeübten landwirtschaftlichen, touristischen, pädagogischen und handwerklichen Tätigkeiten, wie auch aus seinen forstwirtschaftlichen Tätigkeiten oder aus den Umwelterhaltungstätigkeiten, für die er öffentliche Beihilfen bezieht, entstehenden Gesamteinkommens ausmacht;"

Art. 6 - Artikel 20 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 20 - Handelt es sich um Zuchtbetriebe, auf die die Bodengebundenheit Anwendung findet, beachtet der Antragsteller sowohl bei einer Betriebsgründung, als auch bei einer Übernahme den Anteil der Bodengebundenheit im Jahr nach dem des Antrags und in den darauffolgenden Jahren.

Die Nichterfüllung der im vorliegenden Artikel angeführten Bedingungen wird gemäß Kapitel VIII geahndet."

Art. 7 - In Artikel 28 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch die Wortfolge ", falls er ausgewählt wird" ergänzt;

2° in Absatz 2 wird das Wort "Zustimmung" durch das Wort "Stellungnahme" ersetzt.

Art. 8 - In demselben Erlass wird der Titel des Kapitels IV durch Folgendes ersetzt:

"Kapitel IV - Investitionsbeihilfen und Verarbeitungs- und Vermarktungsbeihilfen für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung

Art. 9 - In Artikel 29 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "Der Antrag auf eine Investitionsbeihilfe" durch die Wortfolge "Der Antrag auf eine Investitionsbeihilfe oder der Antrag auf eine Verarbeitungs- und Vermarktungsbeihilfe für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung" ersetzt;

2° Absatz 1 wird mit dem folgenden Satz ergänzt:

"Eine Wirtschaftlichkeitsberechnung wird diesem Formular beigelegt;"

3° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen den 1. und 2. Absatz eingefügt:

"Der Minister legt die Modalitäten der in Absatz 1 erwähnten Wirtschaftlichkeitsberechnung fest."

Art. 10 - In Artikel 31 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird nach der Wortfolge "die Zulässigkeit des Antrags auf eine Investitionsbeihilfe" die Wortfolge "oder des Antrags auf eine Verarbeitung- und Vermarktungsbeihilfe für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung" eingefügt;

2° in Absatz 2 wird nach der Wortfolge "die Zulässigkeit des Antrags auf eine Investitionsbeihilfe" die Wortfolge "oder des Antrags auf eine Verarbeitung- und Vermarktungsbeihilfe für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung" eingefügt.

Art. 11 - In Artikel 33, Absatz 1 Ziffer 5 desselben Erlasses wird die Wortfolge "einen Anteil der Bodengebundenheit von höchstens 1" durch die Wortfolge "die in Artikel 1 Ziffer 25 erwähnte Bodengebundenheit" ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 36 § 1 Absatz 2 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Januar 2017 abgeänderten Fassung wird die Wortfolge "wenn die Mehrheit" durch die Wortfolge "wenn wenigstens die Hälfte" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 37 Ziffer 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017 wird die Wortfolge "aus Partnern bestehen" durch die Wortfolge "aus Partnern des "Erzeuger"-Typs bestehen" ersetzt.

Art. 14 - Artikel 38 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017, wird aufgehoben.

Art. 15 - In Artikel 39 desselben Erlasses wird die Wortfolge "bzw. SCTC-Partner" und die Wortfolge "bzw. eine Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC")" aufgehoben.

Art. 16 - In Artikel 40 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "bzw. SCTC-Partners" und die Wortfolge "bzw. die Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC")" aufgehoben;

2° die Wortfolge "der Artikel 36, 37 und 38" wird durch die Wortfolge "der Artikel 36 und 37" ersetzt.

Art. 17 - In das Kapitel IV desselben Erlasses wird ein die Artikel 40/1, 40/2 und 40/3 umfassender Abschnitt 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt 3/1 - Verarbeitung- und Vermarktungsbeihilfe für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung

Art. 40/1 - Um Anspruch auf die Verarbeitung- und Vermarktungsbeihilfe für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung erheben zu können, muss der Antragsteller:

1° einen Gesellschaftszweck haben, der sich hauptsächlich auf die Landwirtschaft, den Gartenbau oder die Zucht bezieht und darauf abzielt, die Verbesserung und die Rationalisierung der Behandlung, der Verarbeitung oder der Vermarktung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen zu fördern;

2° aus Partnern des "Erzeuger"-Typs bestehen, die nicht Mitglied in einer anderen Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") mit demselben Gesellschaftszweck sind;

3° was die Investition betrifft den Beweis erbringen, dass wenigstens drei SCTC-Partner des "Erzeuger"-Typs im Rahmen einer gemeinsamen Nutzung vereint sind;

4° was die Investition betrifft den Beweis erbringen, dass die Nutzung mehrheitlich zugunsten der SCTC-Partner des "Erzeuger"-Typs erfolgt;

5° den Beweis erbringen, dass das Volumen der verarbeiteten oder vermarkteten landwirtschaftlichen Erzeugnisse mehrheitlich in den Betrieben der SCTC-Partner produziert wurde;

6° den Beweis dafür erbringen, dass das sich aus der Wirtschaftlichkeitsberechnung ergebende Einkommen der Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") mindestens Null Euro entspricht.

Der Antrag auf eine Verarbeitung- und Vermarktungsbeihilfe für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung betrifft eine Tätigkeit im Bereich der Verarbeitung, Verpackung und Lagerung landwirtschaftlicher Erzeugnisse.

Nur Investitionen in bewegliche Güter, die in der Wallonischen Region verwendet werden, und Investitionen in unbewegliche Güter, die sich in der Wallonischen Region befinden, sind zulässig.

Art. 40/2 - Unter Beachtung der Bedingungen von Artikel 36 § 2 unterzeichnen die natürlichen Personen, aus denen sich die Mehrheit der beihilfefähigen SCTC-Partner des "Erzeuger"-Typs zusammensetzen, sowie die natürlichen Personen, aus denen sich die Partner des "Erzeuger"-Typs zusammensetzen, die die Investition rechtfertigen, den Beihilfeantrag für eine Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC").

Art. 40/3 - Führt der Austritt eines SCTC-Partners zur Nichteinhaltung der Artikel 36 und 40/1, so setzt die Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC") die Zahlstelle davon in Kenntnis und muss sie innerhalb von sechs Monaten ab dem Austritt einen beihilfefähigen Übernehmer finden.

Sind nach Ablauf dieser Frist die in den Artikeln 36 und 40/1 angeführten Bedingungen noch immer nicht erfüllt, so wird die Auszahlung der Beihilfen ausgesetzt und werden die bezogenen Beihilfen zurückgefordert."

Art. 18 - Artikel 41 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 41 - Unter Beachtung des wallonischen Programms für die ländliche Entwicklung bestimmt der Minister die Kategorien beihilfefähiger oder nicht beihilfefähiger Investitionen für einen Antragsteller als natürliche bzw. juristische Person, für eine Gerätenutzungsgenossenschaft ("CUMA") und für eine Genossenschaft für die Verarbeitung und die Vermarktung ("SCTC")."

Art. 19 - Artikel 43 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 43 - § 1. Der berücksichtigte Mindest- bzw. Höchstbetrag einer Investition wird vom Minister in Übereinstimmung mit dem wallonischen Programm zur Entwicklung des ländlichen Raums festgelegt.

§ 2. Je nach den Arten von Investitionen bestimmt der Minister jeweils den beihilfefähigen Höchstbetrag, der den maximal angemessenen Kosten der Investition entspricht.

Der Teil der Investitionskosten, der diesen Höchstbetrag überschreitet, wird bei der Berechnung der Beihilfe nicht berücksichtigt.

In Bezug auf Absatz 1 sind die maximal angemessenen Kosten die Referenzkosten, anhand derer die Zahlstelle die Kosten der in den Beihilfeanträgen vorgeschlagenen Investitionen bewertet. Diese Kosten gelten pro Investition, die in einem Beihilfeantrag vorgeschlagen wird.

§ 3. Der Minister legt das Verfahren zur Berechnung des beihilfefähigen Höchstbetrags für die nicht in Absatz 2 festgelegten Investitionsarten fest.“.

Art. 20 - In demselben Erlass wird der Titel des Abschnittes 5 des Kapitels IV durch Folgendes ersetzt:

“Abschnitt 5 - Höhe der Beihilfe und Auswahlkriterien“.

Art. 21 - In Artikel 44 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Paragraph 1 Absatz 1 wird der Satz “Die Bewertung der ausgewählten Projekte bestimmt den Prozentsatz der Investitionsbeihilfe.” aufgehoben;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 wird das Wort “Zustimmung” durch das Wort “Stellungnahme” ersetzt;

3° in Paragraph 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

“Der Minister bestimmt den Beihilfebetrug unter Berücksichtigung eines Basissatzes gegebenenfalls zuzüglich der im wallonischen Programm zur Entwicklung des ländlichen Raums vorgesehenen Erhöhungen.“;

4° in Paragraph 2 Absatz 4, der zu Absatz 5 wird, wird die Wortfolge “Die in Absatz 2 angeführte Grenze von 40 Prozent der beihilfefähigen Beträge” durch die Wortfolge “Die Grenze von 40 Prozent der in Absatz 4 angeführten beihilfefähigen Beträge” ersetzt;

5° Paragraph 3 wird aufgehoben.

Art. 22 - In Artikel 45 desselben Erlasses wird zwischen die Wortfolge “der Investitionsbeihilfen” und die Wortfolge “und der nicht landwirtschaftlichen Diversifizierungsbeihilfen” die Wortfolge “, der Verarbeitung- und Vermarktungsbeihilfen für die Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung” eingefügt.

Art. 23 - In Artikel 49 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 Ziffer 1 wird die Wortfolge “aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Betriebe” durch die Wortfolge “aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe und des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe” ersetzt;

2° Absatz 2 Ziffer 2 wird aufgehoben;

3° Er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Die in Absatz 1 angeführte regionale Beihilfe gewährleistet die Beachtung der Bestimmungen von Artikel 3 bis 10, 12, 13 und 17 der Verordnung (EU) Nr. 702/2004 der Kommission vom 25. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Arten von Beihilfen im Agrar- und Forstsektor und in ländlichen Gebieten mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (ABl. EU, L.193 1. Juli 2014, S. 1).“.

Art. 24 - In Artikel 51 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird außer Kraft gesetzt;

2° in Absatz 2 wird hinter die Wortfolge “des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe” die Wortfolge “und des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe” eingefügt;

Art. 25 - In Artikel 58 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird Absatz 1 durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Das Unternehmen, das die Mindestpunktzahl für die gesamten Auswahlkriterien erzielt, hat Anrecht auf die in den Artikeln 49 und 50 erwähnten zusätzlichen Beihilfen, falls es ausgewählt wird.“;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 wird das Wort “Zustimmung” durch das Wort “Stellungnahme” ersetzt;

3° In Paragraph 1 Absatz 3 wird der Satz “Die Bewertung der ausgewählten Projekte bestimmt den Prozentsatz der Investitionsbeihilfe.” aufgehoben;

4° Paragraph 2 wird aufgehoben.

Art. 26 - Artikel 59 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 59 - In Bezug auf die Unternehmen aus den Bereichen, die mit Agrarerzeugnissen und mit dem Holzgewerbe verbunden sind, wird die regionale Beteiligung prozentual zu dem Betrag der Investition berechnet wie festgelegt in dem Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe und dem Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe“.

Diese regionale Beteiligung wird als europäische Mitfinanzierung um einen ergänzenden Betrag erhöht, der zwei Drittel der regionalen Beteiligung beträgt, die auf der Grundlage des Betrags der in Artikel 58 § 3 erwähnten beihilfefähigen Investitionen berechnet wird.“.

Art. 27 - In Artikel 79 desselben Erlasses wird zwischen das Wort “Beihilfen” und das Wort “vorzunehmen” die Wortfolge “gemäß Artikel 84 § 3” eingefügt.

Art. 28 - In Artikel 80 Absatz 3 desselben Erlasses wird zwischen das Wort “Beihilfen” und das Wort “bei” die Wortfolge “gemäß Artikel 84 § 3” eingefügt.

Art. 29 - In Artikel 81 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge “zahlt die Beihilfeempfänger den Betrag der nicht begründeten Beihilfen zurück” durch die Wortfolge “zahlt der Beihilfeempfänger die Beihilfen gemäß Artikel 84 § 3 und unbeschadet von Artikel 85 zurück” ersetzt.

Art. 30 - Artikel 84 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 84 - § 1. Gemäß Artikel 63 der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 809/2014 der Kommission vom 17. Juli 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems, der Maßnahmen zur Entwicklung des ländlichen Raums und der Cross-Compliance werden Kürzungen und Sanktionen auf die aufgrund des vorliegenden Erlasses gewährten Beihilfen angewandt.

§ 2. Werden die Beihilfebedingungen für die in den Kapiteln III bis VI genannten Beihilfen nicht erfüllt, so wird die Beihilfe in Übereinstimmung mit Artikel 35 § 1 der Verordnung Nr. 640/2014 verweigert oder vollständig zurückgezahlt.

§ 3. In Übereinstimmung mit Artikel 35 § 2 und 3 der Verordnung Nr. 640/2014 wird die Höhe der Kürzungen bei Nichtbeachtung der Verpflichtungskriterien je nach Schwere, Umfang, Dauer und Häufigkeit des festgestellten Verstoßes festgesetzt.

Für die Investitionsbeihilfen, die Beihilfen für die Verarbeitung und die Vermarktung zugunsten der Genossenschaften für die Verarbeitung und die Vermarktung und die Beihilfen für Investitionen in der nicht landwirtschaftlichen Diversifizierung wird der Betrag der Kürzungen in den Fällen, in denen die in Artikel 13 angeführten Verpflichtungskriterien zeitweilig nicht eingehalten werden, je nach der Dauer des festgestellten Verstoßes festgelegt. Pro angebrochenen Jahreszeitraum der Regelwidrigkeit beträgt die Kürzung ein Siebtel der gesamten betroffenen Beihilfen.

In Abweichung von Absatz 2 und im Falle der Missachtung des Anteils der Bodengebundenheit falls in Anwendung von Kapitel VI des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015 zur Festlegung der Regeln der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich, zur Aufhebung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014 zur Festlegung der Anforderungen und Normen der Cross-Compliance im landwirtschaftlichen Bereich und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte eine Sanktion von

1° 1 Prozent angewandt wird, wird die Rückforderung eines Vierzehntels der Beihilfe vorgenommen;

2° 3 Prozent oder mehr angewandt wird, wird die Rückforderung nach Absatz 2 vorgenommen.

Der der nach Absatz 2 erfolgten verhältnismäßigen Kürzung entsprechende Betrag wird verdoppelt, falls mehrere Fälle der Missachtung der Verpflichtungskriterien im Laufe eines Jahres festgestellt werden.

§ 4. Für die Niederlassungsbeihilfen wird pro angebrochenen Jahreszeitraum der Missachtung der Artikel 13, 20 und 78 die Regelung zur Kürzung der Beihilfen wie folgt in drei Stufen unterteilt:

1° Stufe 1: ein Sechstel der gesamten betroffenen Beihilfen bei Missachtung eines Kriteriums;

2° Stufe 2: ein Viertel der gesamten betroffenen Beihilfen bei Missachtung von zwei Kriterien;

3° Stufe 3: ein Drittel der gesamten betroffenen Beihilfen bei Missachtung von drei Kriterien oder mehr.

§ 5. Der Minister kann eine Tabelle der Kürzungen auf der Grundlage der Verstöße festzulegen."

Art. 31 - Artikel 85 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 85 - § 1. Der Beihilfeempfänger teilt der Zahlstelle jede Änderung der in seinem Beihilfeantrag gemachten Angaben vor einer Kontrolle der Zahlstelle, spätestens jedoch innerhalb von zwölf Monaten nach dieser Änderung mit.

§ 2. Sind die neuen Angaben der Verwaltung nicht bekannt und hat der Beihilfeempfänger die Zahlstelle nicht gemäß Paragraph 1 benachrichtigt, so wird eine Strafe von fünfundzwanzig Prozent der in Artikel 84 § 3 Absatz 2 und § 4 angeführten verhältnismäßigen Kürzung verhängt, wobei der Betrag der Gesamtstrafe jedoch den Beihilfebetrags nicht überschreiten darf.

Die Verdoppelung des in Artikel 84 § 3 Absatz 4 angewandten Betrags der Kürzung wird bei der Festsetzung der in Absatz 1 genannten Strafe nicht berücksichtigt.

Art. 32 - In Artikel 92 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2017, wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Die Fälle höherer Gewalt nach Artikel 91 Absatz 1 Ziffer 1 und 2 finden nur Anwendung, um erworbene Beihilfen beizubehalten. Eine Person, die maximal bis im zweiten Grad mit einem Beihilfeempfänger verwandt oder verschwägert ist, kann diese jedoch geltend machen, um nur von den Anforderungen des Artikels 19 Absatz 2 Ziffern 2 und 3 abzuweichen, um in den Genuss der Einrichtungsbeihilfe zu gelangen."

Art. 33 - In Artikel 100 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. September 2015 über Entwicklungs- und Investitionsbeihilfen im Agrarsektor wird zwischen die Absätze 1 und 2 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Der landwirtschaftliche Betriebsinhaber, der einen Beihilfeantrag nach Absatz 1 eingereicht hat, kann eine den in Artikel 14 angeführten Vorschriften entsprechende Betriebsbuchhaltung führen."

Art. 34 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 35 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Juli 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/204968]

19 JULI 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector

De Waalse Regering,

Gelet op verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij en algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor maritieme zaken en visserij, en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot intrekking van verordening (EG) nr. 1698/2005 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1290/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 807/2014 van de Commissie van 11 maart 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake bijstand voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) en tot invoering van overgangsbepalingen;

Gelet op de uitvoeringsverordening (EU) nr. 808/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1305/2013 van het Europees Parlement en de Raad inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (Elfpo);

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat betreft het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, plattelandontwikkelingsmaatregelen en de randvoorwaarden;

Gelet op het Waals landbouwwetboek, artikelen D.4, D.242, D.243, D.245 en D.246;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 maart 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 maart 2018;

Gelet op het rapport van 22 maart 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2017 houdende uitvoering van artikel 3, 2°, van het besluit van 11 april 2014 tot uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 22 maart 2018;

Gelet op het advies 63.497/4 van de Raad van State, gegeven op 12 juni 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1273;

Gelet op het advies van « Inter-Environnement Wallonie » betreffende het ontwerp-besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector, alsook diens ministerieel besluit, gegeven op 14 juni 2018;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector, wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen als volgt :

« Hoofdstuk II. — Gemeenschappelijke voorwaarden betreffende steun voor investering, verwerking en afzet voor de CVAV, vestiging en niet-agrarische diversificatie ».

Art. 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « verwerking en afzet voor de CVAV » ingevoegd tussen het woord « investering » en het woord « vestiging ».

Art. 3. In artikel 13, eerste lid, 3°, van hetzelfde besluit worden de woorden « lager dan of gelijk aan één » opgeheven.

Art. 4. In artikel 17, § 1, van hetzelfde besluit, wordt het eerste lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017, vervangen als volgt:

« De vestiging door overname is de aankoop door een jonge landbouwer van het geheel of van een gedeelte van een vooraf bestaand functioneel landbouwbedrijf door de oorspronkelijke activiteit ervan geheel of gedeeltelijk te handhaven. De jonge landbouwer die een bedrijf overneemt door de oude producties te bewaren, in voorkomend geval door er nieuwe producties aan toe te voegen, wordt geacht zich te vestigen door overname. Ze wordt bevestigd op grond van een geregistreerde overname-overeenkomst of een authentieke akte :

1° waarin de effectieve datum van vestiging door overname van de jonge landbouwer, alsook de modaliteiten en de inventaris van de overname vermeld worden;

2° die door de verschillende partijen gedagtekend en ondertekend is uiterlijk op de datum van vestiging door overname. »

Art. 5. In artikel 19, § 1, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt 1°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

1°/1 hij vergaart uit de landbouwactiviteiten van zijn bedrijf een belastbaar jaarlijks totaal bruto-inkomen dat hoger is dan vijftig procent van zijn globaal jaarinkomen uit het geheel van zijn landbouw-, toeristische, pedagogische, ambachtelijke activiteiten, uitgeoefend op het betrokken bedrijf, of uit zijn bosbouwactiviteiten of activiteiten inzake onderhoud van de natuurlijke omgeving met het voordeel van overheidssteun; »

Art. 6. Artikel 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017, wordt vervangen door wat volgt:

« Art. 20. Wat betreft de fokkerijen betrokken bij het grondgebondenheidscijfer, zowel in geval van oprichting als van overname, houdt de aanvrager zich aan de grondgebondenheidscijfers, het jaar volgend op het jaar van de aanvraag en in de loop van de volgende jaren.

De niet-naleving van de voorwaarden van dit artikel wordt gestraft overeenkomstig hoofdstuk VIII. »

Art. 7. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt door de woorden " indien hij geselecteerd wordt » aangevuld;

2° in het tweede lid wordt het woord « goedkeuring » door het woord « advies » vervangen.

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk IV vervangen als volgt:

« Hoofdstuk IV. Steun voor investering en steun voor verwerking en afzet voor de CVAV ».

Art. 9. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « De aanvraag van investeringssteun » vervangen door de woorden « De steunaanvraag voor investering of de steunaanvraag voor verwerking en afzet voor de CVAV »;

2° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin:

« Een leefbaarheidsberekening wordt bij dit formulier gevoegd. »;

3° tussen de leden 1 en 2 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

« De Minister bepaalt de modaliteiten van de leefbaarheidsberekening vermeld in het eerste lid. »

Art. 10. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld door de woorden « of de steunaanvraag voor verwerking en afzet voor de CVAV »;

2° het tweede lid wordt aangevuld door de woorden « of de steunaanvraag voor verwerking en afzet voor de CVAV ».

Art. 11. In artikel 33, eerste lid, 5°, van hetzelfde besluit worden de woorden « een grondgebondenheidscijfer kleiner dan of gelijk aan één » vervangen door de woorden « de grondgebondenheidscijfers bedoeld in artikel 1, 25° ».

Art. 12. In artikel 36, § 1, lid 2, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017, worden de woorden « als de meerderheid » vervangen door de woorden " als minstens de helft ».

Art. 13. In artikel 37, 2°, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017, worden de woorden « van het type producent » ingevoegd tussen de woorden « bestaan uit partners » en de woorden « die hoogstens lid zijn ».

Art. 14. Artikel 38 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017, wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 39 van hetzelfde besluit worden de woorden « of een CVAV » opgeheven.

Art. 16. In artikel 40 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden « of de CVAV » worden opgeheven;

2° de woorden « van de artikelen 36, 37 en 38 » vervangen door de woorden « van de artikelen 36 en 37 ».

Art. 17. In hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt een afdeling 3/1 ingevoegd, bevattende de artikelen 40/1, 40/2 en 40/3, luidend als volgt :

« Afdeling 3/1. Steun voor verwerking en afzet voor de CVAV

Art. 40/1. Om aanspraak te kunnen maken op de steun voor verwerking en afzet voor de CVAV, de aanvrager :

1° heeft een maatschappelijk doel dat hoofdzakelijk betrekking heeft op de landbouw, tuinbouw of veeteelt en dat bedoeld is om de behandeling, verwerking of afzet van landbouwproducten te verbeteren en te rationaliseren;

2° bestaat uit partners van het type producent die niet bij een andere CVAV met hetzelfde maatschappelijk doel aangesloten zijn;

3° bewijst dat de investering collectief wordt gebruikt door ten minste drie partners van het type producent van de CVAV;

4° bewijst dat de investering hoofdzakelijk ten gunste van de partners van het type producent van de CVAV gebruikt wordt;

5° bewijst dat het volume verwerkte of afgezette landbouwproducten hoofdzakelijk bij de bedrijven van de partners van de CVAV is geproduceerd;

6° bewijst dat de inkomsten uit de leefbaarheidsberekening ten minste nul euro bedragen voor de CVAV.

De steunaanvraag voor verwerking en afzet voor de CVAV heeft betrekking op een activiteit inzake de verwerking, verpakking en opslag van landbouwproducten.

Enkel roerende investeringen gebruikt in het Waalse Gewest en onroerende investeringen gelegen in het Waalse Gewest komen in aanmerking.

Art. 40/2. Overeenkomstig de voorwaarden van artikel 36, § 2, ondertekenen de natuurlijke personen die de meerderheid van de partners van het type producent vormen die in aanmerking komen voor een CVAV, alsmede de natuurlijke personen die de partners van het type producent vormen die de investering rechtvaardigen, de steunaanvraag voor een CVAV.

Art. 40/3. Als de ontstentenis van een partner van de CVAV de niet-naleving van artikelen 36 en 40/1 tot gevolg heeft, verwittigt de CVAV het betaalorgaan en beschikt ze vanaf de ontstentenis over zes maanden om een in aanmerking komende overnemer te vinden.

Indien aan het einde van die termijn nog steeds niet aan de in artikelen 36 en 40/1 bedoelde voorwaarden is voldaan, wordt de betaling van de steun opgeschort en de ontvangen steun teruggevorderd. ».

Art. 18. Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 41. De minister bepaalt de categorieën van subsidiabele of niet-subsidiabele investeringen voor een aanvrager natuurlijke of rechtspersoon, een CVGL en een CVAV, met inachtneming van het Waals programma voor plattelandontwikkeling. ».

Art. 19. Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 43. § 1. Het minimum- en maximumbedrag dat in aanmerking genomen wordt voor een investering wordt door de Minister bepaald met inachtneming van het Waals programma voor plattelandontwikkeling.

§ 2. De Minister bepaalt de maximale subsidiabele kosten op basis van de soorten investeringen, deze kosten komen overeen met de maximale redelijke kosten van de investering.

Het gedeelte van de investeringskosten dat dit plafond overschrijdt, wordt bij de berekening van de steun niet in aanmerking genomen.

Wat het eerste lid betreft, zijn de maximale redelijke kosten de referentiekosten aan de hand waarvan het betaalorgaan de kosten van de in de steunaanvragen voorgestelde investeringen beoordeelt. Onder deze kosten wordt een voorgestelde investering in een steunaanvraagdossier verstaan.

§ 3. De Minister bepaalt de procedure voor de berekening van de maximale subsidiabele kosten voor de soorten investeringen die in paragraaf 2 niet bepaald zijn. ».

Art. 20. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 5 van hoofdstuk IV vervangen als volgt :

« Afdeling 5. Omvang van de steun en selectiecriteria ».

Art. 21. In artikel 44 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, lid 1, wordt de zin « De quotering van de geselecteerde projecten bepaalt het investeringssteunpercentage » opgeheven;

2° in paragraaf 1, lid 2, wordt het woord « goedkeuring » vervangen door het woord « advies »;

3° in paragraaf 2 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Minister bepaalt het bedrag van de steun rekening houdend met een basistarief, vermeerderd met eventuele verhogingen bepaald in het Waalse programma voor plattelandontwikkeling. »;

4° in paragraaf 2, in het vierde lid dat het vijfde lid wordt, worden de woorden « bedoeld in het tweede lid » vervangen door de woorden « bedoeld in het vierde lid »;

5° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 22. In artikel 45 van hetzelfde besluit worden de woorden « , van de steun voor verwerking en afzet voor de CVAV » ingevoegd tussen de woorden « de investeringssteun » en de woorden « en van de steun voor niet-agrarische diversificatie ».

Art. 23. In artikel 49 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 1°, worden de woorden « het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen » vervangen door de woorden « het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen. »;

2° het tweede lid, 2°, wordt opgeheven;

3° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De in het eerste lid bedoelde regionale steun neemt de bepalingen in acht van de artikelen 3 tot en met 10, 12, 13 en 17 van Verordening (EU) nr. 702/2014 van de Commissie van 25 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun in de landbouw- en de bosbouwsector en in plattelandgebieden op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie met de interne markt verenigbaar worden verklaard. PB L.193 van 1 juli 2014, blz.1. ».

Art. 24. In artikel 51 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden « en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen » ingevoegd tussen de woorden « kleine en middelgrote ondernemingen » en de woorden « en dat hij bij het Operationeel directoraat-generaal ».

Art. 25. In artikel 58 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Het bedrijf dat de minimale quotering verkrijgt voor het geheel van de selectiecriteria, heeft recht op de bijkomende steun bedoeld in de artikelen 49 en 50, indien het geselecteerd wordt. »;

2° in paragraaf 1, lid 2, wordt het woord « goedkeuring » vervangen door het woord « advies »;

3° in paragraaf 1, lid 3, wordt de zin « De quotering van de geselecteerde projecten bepaalt het investeringssteunpercentage » opgeheven;

4° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 26. Artikel 59 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 59. Wat betreft de ondernemingen uit de sectoren in verband met landbouwproducten en uit de houtsector wordt de regionale bijdrage berekend in percentage van het bedrag van de investering zoals bepaald bij het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de kleine en middelgrote ondernemingen en het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen.

Die regionale bijdrage wordt verhoogd met een bijkomend bedrag gelijk aan twee derde van de regionale bijdrage berekend op basis van het bedrag van de subsidiabele investeringen bedoeld in artikel 58, § 3, als Europese cofinanciering. ».

Art. 27. In artikel 79 van hetzelfde besluit worden de woorden « ,overeenkomstig artikel 84, § 3 » toegevoegd na het woord « gestort ».

Art. 28. In artikel 80, lid 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « ,overeenkomstig artikel 84, § 3 » toegevoegd na de woorden « gestorte steun in ».

Art. 29. In artikel 81, lid 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « naar rato van het niet gerechtvaardigde gedeelte » vervangen door de woorden « overeenkomstig artikel 84, § 3, en onverminderd artikel 85 ».

Art. 30. Artikel 84 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017, wordt als volgt vervangen :

« Art. 84. § 1. Krachtens dit besluit worden verminderingen en sancties toegepast op de bedoelde steun, overeenkomstig artikel 63 van Uitvoeringsverordening (EU) nr. 809/2014 van de Commissie van 17 juli 2014 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad wat het geïntegreerd beheers- en controlesysteem, de maatregelen voor plattelandontwikkeling en de randvoorwaarden betreft.

§ 2. Wanneer niet is voldaan aan de toelaatbaarheidsvoorwaarden voor de in hoofdstukken III tot VI bedoelde steun, wordt de steun geweigerd of volledig terugbetaald overeenkomstig artikel 35, lid 1, van Verordening (EU) nr. 640/2014.

§ 3. Overeenkomstig artikel 35, paragrafen 2 en 3, van Verordening nr. 640/2014 wordt het bedrag van de verminderingen bij niet-naleving van de verbintiscriteria bepaald op basis van de ernst, de omvang, de duur en de herhaling van de vastgestelde inbreuk.

Wat de investeringssteun, de steun voor verwerking en afzet voor de CVAV en de steun voor investering in niet-agrarische diversificatie betreft, wordt het bedrag van de verminderingen bij tijdelijke niet-naleving van de in artikel 13 bedoelde verbintiscriteria op basis van de duur van de vastgestelde inbreuk bepaald. Per aangesneden jaarlijkse tranche van niet-naleving bedraagt de verminderspercentage een zevende van het totaal van de betrokken steun.

In afwijking van lid 2, in geval van niet-naleving van het grondgebondenheidscijfer, overeenkomstig hoofdstuk VI van het besluit van de Waalse regering van 27 augustus 2015 tot vastlegging van de regels betreffende de randvoorwaarden inzake landbouw, tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014 tot vaststelling van de eisen en normen van de randvoorwaarden inzake landbouw en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, wanneer een sanctie :

1° van 1 procent toegepast wordt, wordt één veertiende van de steun teruggevorderd;

2° van minstens 3 procent toegepast wordt, wordt er tot een terugvordering overeenkomstig lid 2 overgegaan.

Het bedrag gelijk aan de evenredige vermindering bepaald overeenkomstig lid 2 wordt verdubbeld indien verschillende gevallen van niet-naleving van de verbintiscriteria voor eenzelfde jaar vastgesteld worden.

§ 4. Wat de vestigingssteun betreft, per aangesneden jaarlijkse tranche van niet-naleving van artikelen 13, 20 en 78, wordt de regeling van de verlaging van de steun ingedeeld in drie niveaus die vastgelegd zijn als volgt :

1° niveau 1 : een zesde van het totaal van de betrokken steun bij niet-naleving van een criterium;

2° niveau 2 : een kwart van het totaal van de betrokken steun bij niet-naleving van twee criteria;

3° niveau 3 : een derde van de betrokken steun bij niet-naleving van minstens drie criteria.

§ 5. De Minister kan een verlagingrooster opmaken op grond van de tekortkomingen. ».

Art. 31. Artikel 85 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 85. § 1. De begunstigde van de steun stelt het betaalorgaan op de hoogte van elke wijziging in de gegevens verstrekt in het kader van zijn steunaanvraagdossier voordat het betaalorgaan een controle uitvoert en uiterlijk twaalf maanden nadat de wijziging zich voorgedaan heeft.

§ 2. Indien de administratie niet op de hoogte van de nieuwe gegevens is en de begunstigde overeenkomstig paragraaf 1 het betaalorgaan niet geïnformeerd heeft, wordt een boete van vijftienving procent van de evenredige vermindering bedoeld in artikel 84, § 3, lid 2, en § 4 toegepast, zonder dat het bedrag van de totale boete hoger mag zijn dan het bedrag van de steun.

Bij de bepaling van de in lid 1 bedoelde boete wordt de verdubbeling van het bedrag van de vermindering toegepast in artikel 84, § 3, lid 4, niet in aanmerking genomen. ».

Art. 32. In artikel 92 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2017, wordt het eerste lid als volgt vervangen :

« De in artikel 91, lid 1, 1° en 2° bedoelde gevallen van overmacht zijn slechts van toepassing om de verworven steun te behouden. Een bloedverwant of aanverwant maximaal in de tweede graad van een begunstigde mag echter op die gevallen een beroep doen om af te wijken van enkel de vereisten van artikel 19, § 2, lid 1, 2° en 3°, om voor de vestigingssteun in aanmerking te komen. ».

Art. 33. In artikel 100 van het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2015 betreffende steun voor ontwikkeling en investering in de landbouwsector wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Landbouwers die een steunaanvraag zoals bedoeld in het eerste lid hebben ingediend, mogen evenwel een beheersboekhouding voeren die in overeenstemming met artikel 14 van dit besluit is. ».

Art. 34. Dit besluit treedt in werking de dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 35. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juli 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204969]

19 JUILLET 2018. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1290/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le règlement délégué (UE) n° 807/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et introduisant des dispositions transitoires;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, D.243, D.245 et D.246;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole, les articles 28, alinéa 2, 41, 43, 44, § 1^{er}, alinéa 2, 45, 46, 58, § 3, alinéa 2, et 61;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 mars 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mars 2018;

Vu le rapport du 22 mars 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale intervenue le 22 mars 2018;

Vu l'avis n° 63.496/4 du Conseil d'État, donné le 12 juin 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis d'Inter-Environnement Wallonie sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole ainsi que son arrêté ministériel, donné le 14 juin 2018;

Considérant que l'aide complémentaire à l'investissement dans la transformation et commercialisation des produits agricoles ou le développement de produits agricoles constitue une aide d'Etat exemptée en application du règlement n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, publié au Journal officiel de l'Union européenne J.O.U.E., L.193, 1^{er} juillet 2014, p. 1,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 8, § 1^{er}, de l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole, modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 2 février 2017, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« En cas d'application de l'article 92, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015, le nombre de points attribués en vertu de l'alinéa 2, 1^o et 2^o, est le nombre maximum possible. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre IV est remplacé par ce qui suit :

« Aides à l'investissement et aides à la transformation et à la commercialisation pour les SCTC ».